

Prise d'assaut à Soanierana Une guerre militaro-militaire ?

Le quartier de Fiadanana, Ankadimbahoaka et Soanierana ont été en alerte, hier, après-midi, suite au passage d'un véhicule de l'Emmo-Nat qui a voulu entrer dans l'armurerie à Soanierana, voulant récupérer des armes.

Selon des témoins, cette voiture a franchi le barrage érigé à l'entrée du camp militaire du Capsat à Soanierana. Les sentinelles ont refusé son accès et c'est le début de la bagarre. Un militaire a même témoigné en déclarant que cette voiture a voulu entrer de force à l'intérieur du camp. Face à l'inexistence d'une autorisation et sans l'aval de leurs supérieurs, ces sentinelles n'ont pas accepté l'irruption de cette voiture à l'intérieur du camp.

Selon toujours des témoins, le même cas s'est déjà déroulé devant l'entrée du camp de la RTS à Fiadanana.

Vers 17 heures, des barrages ont été érigés sur toutes les allées donnant accès à Soanierana et à Fiadanana, ce qui a gêné la circulation de ce côté, hier après-midi. Selon ces militaires, des éléments de la garde présidentielle auraient été sur le point de faire irruption, en force, dans ce camp. Une fois au courant de la situation, la population s'est donné la main pour faire des barrages, ni compagnie des forces de l'ordre, pour faire face au pire des cas.



➤ *L'armée serait-elle vraiment le dernier rempart en cette situation de crise ?*

Ce qui est étonnant, depuis quand est-ce que les militaires se b'agarreraient-ils entre eux ? Même si des rumeurs circulent quand à la divergence des idées au sein de l'armée mais le fait de s'entretuer et devant la population n'est-il pas synonyme d'une insécurité totale ?

Pour l'intérêt de qui ? Beaucoup de questions qui restent sans réponses, ce qui n'est pas du tout rassurant, en cette période où tout le monde en a marre du « combat politique ».

Daddy Ramanankasina

Lundi 9 mars 2009

Politique

Crise politique -Les forces armées divisées?

Les forces armées ne sont plus seulement tiraillées, sont-elles divisées? Les militaires sont rentrés dans leur caserne. Ceux du régiment CAPSAT OU Corps d'Administration du personnel et technique, sont entrés en rébellion hier en début d'après-midi. Ils ont monté un barrage au niveau d'Ankadimbahoaka avec comme armement une lancerocquette en plus des fusils d'assauts. Que se passe-t-il exactement au sein de l'armée?

Un ancien Chef d'Etat major des Armées a du négocier auprès des mutins pour pouvoir passer le barrage. Il semble selon les témoins oculaires confirmés par nos reporters qu'il se soit dirigé vers l'Atsimohirano, sans doute vers l'Avoloaha, commentent les observateurs. Jusqu'à présent toutefois, aucun coup de feu n'a été enregistré sur les lieux.

Selon les commentaires et selon les dires des soldats qui sont au barrage d'Ankadimbahoaka, les soldats ne supportent pas d'être sous les ordres des « étrangers » ou des « mercenaires ». Ils se révoltent aussi car ils refusent que des « milices » soient intégrées dans leur rang lors de leur mission au sein de l'Etat-major mixte opérationnel (EMMO).

Pour l'instant, on doit admettre qu'aucune voix officielle, à l'exception des chancelleries sud-africaine et chinoise, n'est venue démentir les accusations d'usage de mercenaires pour rétablir l'ordre. Aucune autorité militaire ou civile n'a encore éclairé l'opinion sur ces



Après avoir tiré sur des civils, les éléments de l'armée sont sur le point de se tirer entre eux.

rumeurs qui continuent de circuler en s'enflant.

Hier, il semble que les éléments de l'EMMO ne soient plus constitués que des gendarmes et des agents de la Police nationale. Les militaires seraient donc restés dans leur caserne.

Dans les autres sites militaires

Les autres camps militaires observent apparemment un état d'alerte qui n'aurait rien d'exceptionnel. Les abords du domicile du Chef d'Etat-major général des Armées ont connu l'impression d'un calme apparent. Quant au ministère de la Défense à Ampahibe, les fac-

tions de garde seraient renforcées, observateurs de la vie politi-

Depuis vendredi jusqu'à ce jour, les appels pour que les forces de l'ordre n'usent pas de leurs armes contre les manifestants se sont multipliés. Ces appels viennent aussi de la part des organisations de la société civile, des associations de défense des droits de l'homme et des divers observateurs de la vie nationale.

Mais il semble qu'on oublie que les sorties de militaires et des éléments armés de leur camp sont motivées par le désordre dans la cité en raison de manifestations qui gênent la liberté des uns et des autres. Ne peut-on pas cesser ces manifestations et revenir à la table des

Recueilli par Raw, Manjakahery et Rata

La Gal de Brigade Andriamamory Alain est intervenu sur la radio Mada, en début de soirée et dément les rumeurs selon lesquelles la garde présidentielle a eu l'intention de prendre d'assaut la caserne militaire. « Ce ne sont que des mensonges diffusés pour diviser l'armée » selon ce haut gradé de l'armée Malgache

09 MARS 2009

: L'EXPRESS DE MADAGASCAR DU LUNDI 09 MARS 2009

67 ha NORD OUEST

Violents affrontements entre civils

Scènes de violence aux 67ha Nord Ouest. Les manifestants et des riverains se sont livrés à des affrontements jusqu'à tard dans la nuit.

DES affrontements entre civils ont éclaté aux 67ha Nord Ouest,

samedi après-midi. Vers 14 heures, des manifestants brandissant des banderoles ont été repoussés par quelques dizaines d'individus qui tenaient des gourdins et des matraques. Des jeunes du quartier se sont joints à eux.

L'échauffourée s'est terminée par des coups de feu. D'après les informations recueillies sur place, c'est un gendarme en tenue civile qui a ouvert le feu. De source venant d'un hôpital, le bilan fait état de 12 blessés. Entre autres, une jeune fille de 20 ans a été atteinte d'une balle en pleine cuisse. Un homme de 38 ans a également été admis à l'hôpital lorsqu'une balle lui a transpercé la jambe.

Par ailleurs, un journaliste du quotidien Malaza a été agressé pendant l'exercice de sa fonction. Alors qu'il prenait des photos de l'affrontement, des hommes se sont jetés sur lui pour le passer à tabac et lui prendre son appareil photo numérique. Il s'en est sorti avec des contusions à la tête. La victime s'est rendue au commissariat du septième arrondissement pour porter plainte contre ses assaillants.

Le choc entre les deux camps a commencé lorsque les manifestants ont fait une marche. Ils ont été accueillis par des jets de pierres en



Des manifestants fuyant l'avancée du camp d'en face.

passant aux 67ha Nord Ouest. " Des agitateurs nous attendaient de pied ferme, lorsque nous allions traverser le tronçon de route derrière le Coum 67ha ", raconte un manifestant.

Guérilla nocturne

En face, le camp adverse affirme que ces manifestants seraient en fait des vandales qui voulaient sévir dans leur quartier. " Certains d'entre eux ont assailli les ruelles. Nous nous sommes rassemblés pour les chasser ", relate un jeune garçon de 23 ans. Certains manifestants se sont armés des barres métalliques et des tiges de bambou faisant offi-

ce de supports aux chapiteaux des vendeurs de friperie.

D'autre part, des riverains se sont armés de barres de fers corniers pris dans l'atelier d'un soudeur. " Vendredi vers 20h30, des individus nous ont proféré des menaces comme quoi ils allaient attaquer notre quartier ", rapporte un commerçant. " Ils en veulent aux militaires qui habitent dans les parages. Ces personnes ont porté leurs menaces à exécution et on a défendu notre quartier ", affirme-t-il.

Les éléments de l'Emmo/nat ont débarqué à bord d'un pick-up et de deux camions vers 15h30. Ils ont

dispersé la foule avec des bombes assourdissantes et du gaz lacrymogène. L'ordre rétabli, ils ont quitté les lieux vers 16h40. Aussitôt les militaires repartis, des jeunes gens ont dressé des barricades enflammées dans plusieurs rues des 67ha. A la tombée de la nuit, les scènes de violence ont recommencé. Une vingtaine de personnes ont été blessées pendant ces scènes de guérilla nocturne.

Vers minuit, deux hommes blessés à coups de couteau ont été admis à l'hôpital. Ceux qui étaient légèrement blessés sont restés chez eux.

Seth
Andriamarohasina

09 MARS 2009

EXPRESS DE MADAGASCAR DU LUNDI 9 MARS 2009

CAPSAT SOANIERANA

Des militaires font une mutinerie

Les éléments du Capsat à Soanierana se rebellent. Ils n'hésitent pas à faire part de leurs frustrations d'une manière spectaculaire.

C OUP de théâtre au Capsat (Corps d'administration des personnels et services de l'armée de terre), à Soanierana. Des militaires stationnés dans le camp qui abrite un magasin d'armes, refusent d'obéir aux ordres de leurs supérieurs et prennent possession des bâtiments et de leurs équipements.

« À partir de maintenant, nous n'exécutons plus les ordres de nos supérieurs », a déclaré un soldat, en alerte, hier. Il fait partie des militaires en ordre de bataille qui forment le premier cordon de la défense du Capsat, aux alentours du carrefour de l'artère d'Ankadimbehoaka, sur la route nationale (RN7). Les hommes en treillis, acclamés par une foule enthousiaste venue les soutenir, sont équipés de kalachnikov, de pistolets, voire de lance-roquette.

Le geste des militaires fait suite à un incident qui s'est produit le matin. Les éléments du camp ont refusé de former les rangs pour renforcer l'Etat-major mixte opérationnel (Emmo/nat). Malgré la présence du général Edmond Rasokomahandy, Chef d'Etat-major général de l'armée (Cémgam) et de ses collaborateurs, venus les dissuader, ils n'ont plus voulu changer d'avis.

Quelques heures plus tard, des sous-officiers et des officiers, pour la plupart en tenue civile, ont répondu à l'appel radio-diffusé les invitant à rejoindre Andohahelo. « Maintenant, il n'y a plus de déclaration mais de faction », a confié un officier avant de quitter les lieux avec ses frères d'arme, à bord de plusieurs voitures, civiles et militaires, pour rejoindre Soanierana.

Les mutins ont évoqué les frustrations qui les ont



Des soldats campés à l'entrée du Capsat hier à Soanierana.

conduits à leur décision. « Nous sommes accusés d'assassiner nos compatriotes. Maintenant, nous allons prouver que nous sommes issus de la population et nous sommes là pour la protéger », a expliqué un militaire, faisant allusion à la mission de dispersion des manifestants sur la Place du 13 mai.

Défense du camp

Un autre sous-officier a tenu de plus amples explications. « Certains éléments de l'Emmo/nat ne sont pas des vrais soldats. Ce sont eux qui font la répression, pas nous. Nous refusons de cautionner de telles pratiques », a-t-il soutenu.

Les militaires semblent avoir franchi le point de non-retour. « Faites savoir que moi, petit commandant, ne veux pas rencontrer le Président », a lancé au téléphone un officier à un interlocuteur qui, apparemment, lui transmettait un message.

Pour l'instant, plusieurs points restent flous autour de la mutinerie au Capsat.

« Nous sommes là pour la défense du camp. Des bruits courent que des éléments de la Garde présidentielle (GP) vont nous attaquer », a indiqué un adjudant. Il reste vague quant aux éventuelles connexions du mouvement avec d'autres camps, tout en confiant la tenue d'une réunion des sous-officiers dans la capitale récemment. « Des éléments d'autres camps nous ont déjà rejoints », a-t-il ajouté.

Un colonel en tenue civile a expliqué la raison de

l'absence d'explication sur les tenants et aboutissants de la démarche. « Pour l'instant, nous ne pouvons pas faire de déclaration, car la situation évolue très vite. On ne sait pas ce qui va se passer ce jour (hier soir), a-t-il lancé. Mais il a laissé entendre que « le mouvement ne va pas durer longtemps. Nous donnons 48 heures pour tout régler », a-t-il confié, sans pour autant préciser la mission et son principal objectif.

lionnais Alain

Le général Randriamamory calme le jeu

Le général Alain Patrick Randriamamory, Directeur de la sécurité présidentielle (DSP), est intervenu sur les ondes de la Radio Mada hier. L'officier général a affirmé que « ces rumeurs [attaques du camp de Capsat] ne sont pas fondées ». Il a également soutenu que la Garde présidentielle (GP) dont il est le patron n'a pas l'intention d'effectuer une telle opération.

Le général Alain Patrick Randriamamory a ensuite lancé un message de mise en garde. « J'exhorte tout un chacun à rester calme face aux manœuvres destinées à créer un conflit entre les Malgaches », a-t-il indiqué.

Selon certaines confidences d'un des hommes en treillis du Capsat, ils ont mis la main sur des éléments de la GP, empruntant la RN7, hier après-midi. Ce dernier a également évoqué l'arrestation d'éléments de l'Emmo/nat qui ont rôdé autour du camp.

MUTINERIE-AMPAHIBE

Le ministre de la Défense « démissionne »

Les mutins passent à l'offensive. Après le contrôle du Capsat, ils obligent le vice-amiral Mamy Ranaivoniario, ministre de la Défense nationale, à jeter les gants ..

DES mutins, en coordination avec ceux du Corps d'adminis-

tration des personnels et services de l'armée de terre (Capsat), ont réclamé le départ du vice-amiral Mamy Ranaivoniario, ministre de la Défense nationale.

« Monsieur le président, je vous adresse par la présente lettre ma démission », a déclaré le vice-amiral Mamy Ranaivoniario, ministre de la Défense nationale, ancien directeur de cabinet militaire à la Présidence de la République, vers midi à son bureau

à Ampahibe. Le tout sous les regards de mutins armés. III

Le vice-amiral Mamy Ranaivoniario a commencé par refuser de lire la lettre, mais sous la pression, il a fini par céder. En effet, pendant une heure, des sous-officiers du ministère qui ont pris les armes, ont insisté pour qu'il lise la déclaration, mais il s'en est d'abord abstenu. Il avait même tenté de regagner le portail de l'enceinte avant de revenir à son bureau.

A la sortie de son bureau, l'ancien directeur de cabinet militaire à la Présidence a fait quelques déclarations. « Je vous parle en tant que simple citoyen. Je n'ai pas d'ennemi », a-t-il soutenu. « Peut-être que je l'ai fait sous la menace me je n'aime pas que les Malgaches s'entretuent. C'est la solution assumée par ma



Le vice-amiral Mamy Ranaivoniario quittant Ampahibe entre deux officiers du CAPSAT, ce matin.

conscience », à-t-il confié.

La lecture de la lettre de démission obtenue à l'arraché par les mutins du vice-amiral Mamy Ranaivoniario est le point d'orgue d'une matinée mouvementée à Ampahibe. Bien avant ah 30, des mutins qui travaillent au sein du ministère de la Défense nationale ont placé des dispositifs de défense de camp. « Nous sommes en train de prendre le ministère de la Défense nationale. Les éléments sur place sont

des nôtres », a déclaré le colonel Noël Rakotonandrasana, porte-parole des mutins basé au Capsat.

Extension de zeme d'influence

Vers 9 heures, des sous-officiers des forces armées travaillant au ministère de la Défense nationale se sont réunis à la Chapelle militaire de Betongolo. Ils ont prévu de faire une déclaration à l'issue de la réunion, mais une fausse alerte les a conduits à revoir leur plan

et à regagner tout de suite le camp.

C'est à ce moment que le vice-amiral Mamy Ranaivoniario est sorti de son bureau. Il a demandé aux mutins -de ranger leurs armes. Mais ces derniers ont refusé d'obtempérer et le membre du gouvernement a dû rejoindre son bureau.

Une délégation des mutins a ensuite rencontré le viceamiral Mamy Ranaivoniario à son bureau. Aucune information n'a filtré de la réunion.

A entendre un des membres du personnel au sein du ministère, aucune résistance n'a été signalée durant l'opération. « Au contraire, les gens sont contents », a-t-il affirmé.

Après la prise du Capsat, les mutins sont ainsi en train d'étendre leur zone d'influence. Maintenant, ils assènent un coup psychologique en prenant possession de l'un des ministères de souveraineté.

Iloniaina Alain

SORTIE DE CRISE

Des assises nationales du 12 au 14 mars

Le dialogue entre le président Ravalomanana et Andry Rajoelina, « président de la Haute autorité de la transition »

(HAT) prend fin. Il laisse la place à une conférence nationale avec la participation d'autres entités à la recherche d'une issue à la crise.

« Le FFKM et l'ONU invitent tous les acteurs publics malgaches à observer une trêve pour donner toutes les chances de succès aux prochaines assises qui vont se dérouler du 12 au 14 :

mars », a déclaré Mgr Odon Razanakolona, président du Conseil chrétien des Eglises (FFKM), médiateur, lundi à Ambohimambola.

Prêt à discuter

À entendre Mgr Odon Razanakolona, 90 participants sont attendus pour l'occasion. Il reste à savoir comment les organisateurs du rendez-vous vont sélectionner ceux qui vont prendre part à la rencontre, en tenant compte



Le président de la République (2^e à g.) avec l'émissaire de l'ONU et les membres du FFKM.

de la représentativité. de la situation depuis vendredi

L'autre question en l'a poussé à quitter la table suspens concerne la position des négociations. Lundi, que va prendre l'équipe de Andry Rajoelina et son équipe. Andry Rajoelina. Certes, ce ne se sont pas encore dernier avait laissé entendre déplacés à Ambohimambola, lieu des négociations. des débat!?, mais l'évolution Par contre, le président

Ravalomanana fait comprendre qu'il est de nouveau disposé à négocier, après avoir été accusé de vouloir faire traîner les choses par le camp de Rajoelina. « Je suis toujours prêt à discuter et je soutiens

l'initiative d'élargissement du débat afin que tout le monde y participe », a-t-il indiqué lundi lors de son déplacement à Ambohimambola.

De son côté, la communauté internationale n'a pas attendu longtemps pour féliciter l'initiative.

Les représentants de la Communauté internationale saluent et soutiennent, rappel en faveur de la conférence consultative nationale de Madagascar (...) Cette avancée significative autorise espoir de réémergence d'une solution "

En tout cas, le choix de la date semble attester la

thèse de la nécessité de régler la crise selon un calendrier précis. Des affirmations, qui n'ont jamais été confirmées ni démenties, circulent quant à l'obligation de trouver une issue à la crise avant le 15 mars; sous peine de voir l'annulation de l'accueil du sommet de l'Union africaine au mois de juillet.

I.A

Sous protection des Nations Unies

Andry Rajoelina.

Le président Marc Ravalomanana rassure la communauté internationale, en particulier les Nations Unies, que Andry Rajoelina ne sera pas arrêté.

Résidence diplomatique.

Andry Rajoelina n'a pas quitté le pays, comme l'ont supputé certaines rumeurs. « Ces derniers jours, M. Andry Rajoelina a exprimé à plusieurs reprises à plusieurs représentants de la communauté internationale son inquiétude sur sa sécurité. Dans le cadre des efforts pour résoudre la crise malgache, préserver la paix et la stabilité, les Nations Unies ont décidé de placer M. Andry Rajoelina sous leur protection dans une résidence diplomatique », précise un communiqué en date du 09 mars, signé par Tiebilé Dramé, représentant de l'ONU dans la médiation malgache. Dans une autre déclaration, cet émissaire du secrétaire général de l'ONU, Ban Ki-Moon, fait savoir qu'il s'est entretenu samedi 7 mars et lundi 9 mars avec le président Marc Ravalomanana.

Au cours de ces entretiens,



Le corps diplomatique n'a pas encore jeté l'éponge.

le président Marc Ravalomanana a promis à Tiebilé Dramé qu'il garantit la sécurité de Andry Rajoelina et de ses collaborateurs. Le chef de l'Etat a rassuré que ces derniers peuvent se déplacer librement et qu'ils ne feront pas l'objet d'arrestations.

Du 13 mai au « Le Hintsy ».

Hier, alors qu'une rencontre a été prévue à l'hôtel « Le Hintsy » à Ambohimananambola, Andry Rajoelina et ses mandataires ont été vainement attendus. Andry Rajoelina ne s'est pas non plus rendu sur la Place du 13 Mai où ses partisans ont organisé un rassemblement, qui s'est déroulé sans incidents.

L'absence de ce leader de la « Révolution Orange » n'a pas surpris étant donné qu'il a déjà déclaré qu'il ne peut plus s'exposer à un risque en apparaissant sur la Place du 13 mai. Par contre, son adversaire

Marc Ravalomanana et ses trois mandataires étaient au « Le Hintsy », avec les quatre dirigeants du FFKM ainsi que le médiateur des Nations Unies Tiebilé Dramé. Le président Marc Ravalomanana a débarqué à Ambohimananambola à 11 h. Il a quitté les lieux à 12h. A 17h, le FFKM, le représentant de l'ONU, Tiebilé Dramé, et les diplomates en fonction à Madagascar ont tenu une conférence de presse

conjointe. Une conférence de presse au cours de laquelle, ces derniers, dirigés par le doyen du corps diplomatique SEM Augustine Kassuja, ont exprimé leur soutien au dialogue élargi (voir article par ailleurs) que le Conseil œcuménique des Eglises Chrétiennes prépare pour trouver « une solution pacifique et négociée aux difficultés actuelles ». « Ce dialogue élargi aboutirait à la définition d'un cadre légal dans lequel des élections seraient organisées sous la coupe d'une nouvelle Constitution et d'un nouveau code électoral », a laissé entendre hier Mgr Odon Arsène Razanakolona.

RAJAOFERA Eugène

SORTIE DE CRISE Une réunion élargie du 12 au 14 mars

«En se basant sur les progrès qu'elles ont réalisées, les deux délégations ont jugé nécessaire que l'examen des propositions de sortie de crise se poursuive au sein d'un groupe plus élargi.» Une telle décision a été prise, hier à Ambohimambola, au cours d'une conférence de presse tenue par les membres du FFKM, l'émissaire des Nations unies ainsi qu'une dizaine de corps diplomatiques.

Un communiqué du FFKM et de l'Onu annonce à cet effet la tenue d'une réunion élargie qui se tiendra du 12 au 14 mars au Hintsy, Ambohimambola. Une conférence qui verra la participation de 90 personnes environ qui vont représenter les différentes entités existantes dans le pays, notamment les acteurs politiques, la société civile, les syndicats ou encore l'armée.

Les représentants de Marc Ravalomanana et d'Andry Rajoelina ont tenu des discussions constructives sur les moyens de dénouer la crise que traverse Madagascar. Tout au long de leurs travaux, les deux délégations ont démontré leur attachement à une solution pacifique et négociée. Les propos du chef de l'Etat au cours de son



passage au Hintsy dans la matinée tendent à confirmer cette volonté: *«J'approuve l'idée d'un élargissement du dialogue parce que tout le monde devra travailler encore.»*

Points de convergence

Les consultations élargies se poursuivront sous l'égide du FFKM et avec le soutien de la communauté internationale. Celle-ci *«salue l'effort constructif et essentiel à la poursuite du dialogue en vue du rétablis-*

sement de la stabilité dans un esprit de réconciliation et dans le cadre constitutionnel élargi et démocratique.» A cet effet, les représentants du corps diplomatique ont assuré qu'ils restent disposés *«à accompagner le peuple malgache dans ses efforts à transcender les divergences et à trouver une paix durable dans le progrès et le fihavanana.»*

Malgré les divergences d'opinion entre les partisans des deux parties, le président du FFKM a assuré que pour l'heu-

re, *«nous avons pu repérer quelques points de convergences pour cette consultation nationale.»* Des points qui tendent à donner *«un espoir sur la poursuite positive de cette réunion élargie.»*, comme l'a fait remarquer Titebily Dramé.

Mais force est de constater que les faits semblent se dérouler comme en octobre 1991. A cette époque, rappelons-le, plusieurs entités représentant les acteurs de développement du pays ont été invitées à chercher pendant trois jours, une solution de sortie de crise. Une consultation nationale qui a abouti à une convention.

Nécessité d'une trêve

Néanmoins, afin de donner toutes les chances de succès aux prochaines assises et de créer un environnement pour préserver la stabilité et le prestige de Madagascar, le FFKM et l'Onu appellent les parties malgaches à œuvrer à l'instauration d'un climat apaisé en vue de la tenue dans de bonnes conditions d'un dialogue élargi pour sortir de la crise actuelle.

Manohiso a

Les militaires du Capsat lancent un ultimatum de 24 heures

Après le commandement de la gendarmerie, l'état-major général de l'armée et la direction générale de la police nationale sont également sortis de leur silence. En réponse à la déclaration du colonel Noely Rakotonandràzana, le chef d'état-major général de l'armée, le général de brigade Edmond Rasolomahandry, a prôné l'unité de l'armée

11 **D**evant la situation qui prévaut actuellement dans le pays: les arrestations abusives et arbitraires et l'engagement d'éléments étrangers dans l'armée, nous ne pouvons plus nous taire. Nous appelons alors tous les militaires détachés dans les institutions, notamment à la présidence, à la primature et aux ministères, de rejoindre leurs corps d'origine. Nous leur donnons un délai de 24 heures pour réintégrer leur corps respectifs», a indiqué Le colonel Noely Rakotonandràzana.

Par contre, dans un communiqué de presse, le général de brigade Edmond Rasolomahandry, chef d'état-major général de l'armée, a déclaré que ce qui se passe actuellement au Capsat n'est qu'une manœuvre destinée à semer la division au sein de l'armée. «Il n'y a pas de scission au sein de l'armée



La grande famille de la police, lors du départ à l'HJRAu corps de Tsiory Rakotoarisoa.

L'armée est unie. Il en est de même pour son commandement. Ce qui se passe actuellement n'est qu'une stratégie longtemp concotée par des officiers, influencés par la politique. Je dois dire aussi que les rumeurs ont eu raison des militaires du Capsat. Il n'y aura pas d'attaque contre le camp du Capsat», a-t-il fait savoir hier.

«La discussion est la seule issue à ce problème. Depuis dimanche, il y avait eu des rencontres entre nous et je ne me lasse pas de rappeler à ces brebis égarées à revenir dans le droit chemin», a-t-il poursuivi.

La tension reste donc encore tendue. En effet, les militaires mutins du Capsat campent toujours sur leurs positions. Dans la

foulée, malgré la déclaration du commandant de la gendarmerie de la veille, des éléments de la Force d'intervention de la gendarmerie nationale ont rejoint hier matin le camp du Capsat. De sources concordantes, l'on sait qu'ils ont décidé de se rallier à la cause du Capsat.

Dans la foulée, lors d'une conférence de presse qu'il a tenue hier à Anosy, le directeur général de la police nationale, le contrôleur général de police Talbot Antonin a également indiqué que le commandement de la police reste inchangé. «Je tiens à rassurer la population que la police nationale ne faillira pas à sa mission principale qui est d'assurer la protection des personnes et des biens. Nous

sommes prêts à assumer pleinement notre responsabilité. Toutefois, nous assumons à ce que les policiers assument également les leurs», a-t-il conclu.

Après la conférence de presse, le directeur général de la police et le personnel de la police ont présenté leurs condoléances à la famille de Tsiory Rakotoarisoa, le policier du service antigang qui a été sauvagement tué dans la nuit dimanche à Ankadimbahoaka.

Mparany

CAPSAT

Les militaires campent sur leur position

Les sous-officiers et les hommes de troupes, ainsi que certains officiers supérieurs au sein du CAPSAT ont organisé une conférence de presse hier, à Soanierana. Occasion pour le Colonel Rakotonandrasana Noël, le nouveau chef de commandement au sein du Capsat, d'apporter des éléments d'explication sur les événements de ces derniers temps, et de déclarer que " *le Capsat ne reviendra plus sur sa décision*". La négligence des droits humains, l'attitude des officiers supérieurs qui restent bras ballants face à la crise politique actuelle, la recrudescence des violences et des arrestations à caractère politique, ainsi que le recrutement des mercenaires étrangers au sein de l'armée malagasy sont, entre autres, les raisons évoquées pour justifier cette prise de décision. L'on a annoncé aussi que " *le Capsat est pour les revendications pacifiques effectuées par la population*". " *Les forces de l'ordre restent unies*", a fait savoir le Col Rakotonandrasana. Avant d'ajouter que " *des négociations sont en cours au sein des forces de l'ordre*". Toutefois, les militaires du CAPSAT ont expliqué que " *ce n'est surtout pas un coup d'Etat militaire, mais c'est de notre devoir de défendre les intérêts de la population*". Pour le moment donc, le Capsat campe sur sa position.

Davis R

CONJONCTURE

La situation est chaotique

Le chaos plane lentement mais sûrement sur le pays après deux mois de crise politique à l'issue encore incertaine. On n'est plus dans la phase d'alerte mais en situation de danger imminent. Il est encore temps de prendre les mesures possibles pour éviter le pire.

Le blocage est presque partout. Il n'y a plus d'économie car presque toutes les activités des secteurs ont régressé sensiblement: les productions ralentissent, les affaires ne marchent plus. Certaines entreprises commencent à compresser leurs personnels tandis que d'autres plient carrément bagages. Les conséquences directes de tout cela est l'augmentation de l'effectif des chômeurs alors que le marché du travail est déjà assez restreint. Même le secteur informel peine à survivre.

Dans les administrations, à tous les niveaux, la plupart des services publics font défaut au grand dam des usagers.

Responsables et agents semblent faire du service minimum sans que l'on ne sache plus à quel saint se vouer. Néanmoins, cette «carence» est manifeste au niveau de la commune urbaine d'Antananarivo où les agents sont divisés, les uns se positionnant en faveur du PDS désigné par l'Etat, Guy Rivo Randrianarisoa, tandis que les autres annoncent ne recevoir d'ordre que du PDS nommé par Andy Rajoelina, Michèle Ratsivalaka...

Du côté de la «Grande muette», les prises de position commencent également à inquiéter. Des partisans ou sympathisants du mouvement de revendications pour la démocratie viennent de se démarquer du lot des éléments de l'Emmo-nat. Ils ont choisi de rester dans leurs casernes mais précisent qu'ils restent sous le commandement de l'état-major général des forces armées mais qu'ils n'exécuteront pas tous les ordres qu'ils estiment porter atteinte à la légalité qu'ils sont appelés à défendre. Légalité, à savoir les ordres et commandements visant à «ouvrir le feu» sur la foule... comme ce qui s'était passé, durant la semaine dernière mais aussi depuis la «tuerie» du 7

février à Ambohitsorohitra.

Un grand absent?

En tout cas, cette prise de position qui, dit-on, n'aurait rien d'une mutinerie comme certains l'ont laissé entendre, a fait réagir les responsables des hauts commandements militaires dont le ministre de la Défense nationale, Many Solofoniaina Ranaivoniarivo, le chef de l'état-major général des Armées, Edmond Rasolomahandy, le commandant de la Gendarmerie nationale, Gilbain Pily et le directeur général de la Police nationale, Anthonin Talbot. Toutes ces personnalités ont réagi par des déclarations précisant globalement leurs missions respectives.

Le «grand absent» aura été le premier ministre Charles Rabemananjara, lui-même étant un officier général de cette Grande muette. Malgré ses responsabilités prévues par l'article 64 de la Constitution, il se serait cantonné dans un mutisme total et a plutôt choisi de laisser la parole à ces autres responsables de la sécurité, de la paix et de la stabilité sur tout le territoire national.

Cet article 64 stipule en effet:

«Le premier ministre assure le gouvernement... assure la paix et la sécurité nationale... à cette fin de toutes les forces de police, du maintien de la sécurité intérieure...»

Au-delà de ces préoccupations économiques et sécuritaires, le chaos actuel du pays est aussi de certaines diffusées ici et là «pro-TGV» rapporter cris tout ce qui mouvement de ré pour la démocratie. I les «pro-régime» immédiatement à commentaires dont l suscite aussi des dout

Cependant, il est réconfortant d'appr malgré leurs divergen les deux protagoniste ont un souci commu rétablir la sécurité sociale dans le pays peut que rassurer, ent parents qui sérieusement de la leurs enfants malgré bations de leur empl causées par les événe

Miadana A

CAPSAT SOANIERANA

Les militaires se mutinent

La tension est montée d'un cran. Les militaires du Corps d'Armée des personnels et des services administratif et technique (Capsat) de Soanierana, qui est en quelque sorte le poumon de l'Armée ont décidé de ne plus recevoir les ordres émanant du commandement de l'Armée pour se rallier, selon leurs dires, à la cause du peuple.

La coupe est pleine. C'est pour le respect «de la hiérarchie militaire. Jusque nous avons toujours obéi mais maintenant, nous en avons plus qu'assez. On l'a peut plus tolérer l'oppression. On fait subir au peuple», ont déclaré les militaires.

Très tôt dans la matinée d'hier, après le bref passage du chef d'état major général de l'armée (Cemgam), les militaires indiquent clairement par le biais d'un officier supérieur que, désormais, ils n'obéiront plus



Contrôle d'une voiture de l'Armée.

aux ordres du commandement de l'armée et principalement celui du régime.

Il est 13h 45 quand les éléments du Capsat, fusils à la main, sortent pour défendre leur caserne. Ils viennent en effet d'apprendre que les éléments de la garde présidentielle vont attaquer le camp. Immédiatement, avec l'aide des riverains, ils bloquent l'accès du lieu et la route menant vers Ankaditoho. Sous le commandement d'un officier supérieur les militaires se positionnent près du passage à niveau

d'Ankadimbahoaka. Plus tard, un militaire équipé d'un lance-roquettes fait son entrée sous l'ovation de la foule. Toutes les voitures 4x4 et camions, en provenance de Tanjombato sont passés au crible.

Au milieu de l'après-midi, un véhicule de la présidence, venant probablement d'Iavoloha, est arrêté. Les militaires le fouillent et y découvrent des armes. Après vérification, les militaires laissent partir les occupants. Plus tard, un autre 4x4 de la présidence apparaît. Cette fois-ci, les neuf occupants,

ainsi que leurs armes sont retenus.

Toutes les personnes suspectées d'être des éléments infiltrés sont également minutieusement contrôlées. Au début de la soirée, ils bloquent littéralement la nationale 7, au niveau d'Ankadimbahoaka.

Le dispositif est maintenu du moins au début de la soirée où le «*fokonolona*» s'organise pour leur prêter main forte. De sources concordantes, un policier d'une unité spécialisée de la capitale qui avait en sa possession une arme à feu aurait été roué de coups par la foule survoltée. Il aurait succombé à ses blessures sur le coup.

Très tard dans la soirée d'hier, le ministre de la Défense nationale comptait réunir la presse à Ampahibe mais les circonstances qui se sont produites sur les lieux n'ont pas permis aux journalistes d'y rester.

Mparany

GENDARMERIE Non à la politique politicienne

Hier lors d'une conférence de presse au Tobo Ratsimandrava, le commandant de gendarmerie, le général Gilbain Pily a présenté la position de la gendarmerie nationale par rapport à la crise sociopolitique qui prévaut actuellement.

Sans ambages, il a rappelé la devise de la gendarmerie nationale : «*Patrie et loi*». Une façon pour lui de réitérer à ses élé-

ments leur principale mission, la protection des personnes et de leurs biens, au lieu de s'adonner à la politique politicienne. Il a également exprimé son regret concernant les divers troubles de ces derniers temps, entre autres, les pillages et les destructions de biens à l'origine de blessures et décès de nombreuses personnes.

Dans le même ordre d'idée, le général Gilbain Pily devait

également exhorter les politiciens en litige à reprendre la voie des négociations pour un retour à la paix, tout en suggérant à la population de garder son calme. Enfin, il a promis que la gendarmerie ne faillira pas à sa mission et ce, dans le strict respect des droits de l'homme.

Ra-Elia

Un seul commandement au sein de l'armée

Andohalo. Le général Rasolomahandry

a fait savoir qu'il reste le CEMGAM au cours d'un point de presse hier au siège de l'Etat-major en état d'alerte.

" Il n'y a qu'un seul et unique commandement au sein de l'Armée ", a déclaré hier, d'un ton ferme, le général Rasolomahandry. En joignant aux troupes de n'exécuter que les ordres de leurs supérieurs. " Les militaires retranchés au CAPSAT se trompent de voie ", selon le Chef d'Etat-Major Général de l'Armée (CEMGAM) qui les a rencontrés dimanche. " Ils avouent avoir honte de leur uniforme et craignent pour

leurs familles face aux abus et brutalités perpétrés par les forces de l'ordre. Ils dénoncent également l'intrusion d'éléments étrangers dans les rangs de l'Armée ", rapporte-t-il. Avant de faire remarquer que " les hommes en baskets qui se trouvaient parmi l'EMMONAT sont peut-être issus des différentes Régions militaires ".
Attaque. Le CEMGAM de faire savoir qu'il a accepté la demande des sous-officiers du CAPSAT de rester dans le camp jusqu'à nouvel ordre. " Le dit camp n'était pas du tout visé par une attaque ", précise-t-il. A son avis, " ce

ne sont que des rumeurs qui s'inscrivent dans le cadre d'un plan préparé depuis longtemps ", Mais comment l'Etat-major général comptet-il reprendre le contrôle

du CAPSAT ?



Le général Rasolomahandry n'a pas l'intention de démissionner.

" Pour l'instant, on est au stade des discussions ", rétorque le général Rasolomahandry. A son corps défendant de taxer les militaires du CAPSAT de mutins. " A preuve, explique-t-il, ils ont prêté main-forte aux éléments de la gendarmerie pour disperser les pillards à la galerie Smart de Tanjombato ". Concernant l'ultimatum de 24 heures lancé par le CAPSAT, le CEMGAM de répliquer que " ce n'est pas aux militaires de donner des ordres à l'Etat-major général ". Encore moins de nommer un CEMGAM.

Vazaha. A propos des " Vazaha " aperçus sur la Place du 13 mai, le général Rasolomahandry d'avancer que " ce sont des experts, des instructeurs " dont il ignore

Néanmoins la durée de

la mission et la convention ou l'accord s'y rapportant. " Il n'y a pas de mal à apprendre quand on ne sait pas ", relativise-t-il. Une

manière de dire que

ces " Vazaha " sont venus pour initier l'EMMONAT au maniement des nouveaux équipements anti-émeutes. " Ils n'ont pas

pas conduit les opérations nuance-t-il.

Armements. Pour ce qui est du brouillage de certaines stations-radio, le CEMGAM avoue n'avoir aucune responsabilité dans cette opération. " Il faut un accès équitable à l'information ", reconnaît le général Rasolomahandry qui a été assailli de questions au cours de sa conférence de presse d'hier. " S'il y a des questions auxquelles je peux répondre, je le ferai, mais ne m'obligez pas à donner des réponses si je ne le peux pas ", a-t-il prévenu d'emblée. Refusant

alors de répondre à la question relative aux armements entre les mains du CAPSAT. " C'est un secret défense " spécifie-t-il. En ajoutant " toutefois que " les armements entreposés au CAPSAT ne sont pas importants par rapport à ceux dont dispose l'Armée ".

Côté effectif, il n'a pas voulu commenter la fir-

mation selon laquelle 75% des hommes ont rallié le CAPSAT. " Ce sont eux qui le disent ", répond-il. Saropady. Il, c'est toujours le général Rasolomahandry qui n'a pas l'intention de déposer sa démission, quand bien même " un zandrikely " comme il le qualifie, se serait autoproclamé CEMGAM à sa place, hier au CAPSAT. " L'Etat-major général reste et demeure à Andohalo ", réitère le général qui a rappelé que " le militaire ne doit recourir à l'usage de son arme que pour se défendre ". Quid alors de la tenue du 7 février 2009 à Ambohitsorohitra ? " Ma réponse est simple, il y a des endroits " saropady " qui font l'objet de consignes strictes ", a fait savoir le général Rasolomahandry qui persiste à dire que " les militaires du CAPSAT se sont trompés de chemin ". Tout autant qu'il estime que " la baffe qui a tué la jeune étudiante à Ankatso s'est trompée de trajectoire. "

Recueillis par R O

10 MARS 2009

L'EXPRESS DE MADAGASCAR DU MARDI 10 MARS 2009

MEETING PARALLÈLE À MAHAMASINA

Les pro-régime organisent leur contre-offensive

L E rétablissement de l'ordre dans la ville d'Antananarivo a besoin d'une prise de responsabilité de notre part (...) Nous n'acceptons plus le désordre et la destruction des biens d'autrui. "C'est sur un ton ferme que le Dr Emile Ratselimanantsoa dit Vazaha s'est adressé hier, avec un mégaphone, à une foule de partisans du régime. Sa déclaration faite à partir du toit d'un 4x4 blanc a été très applaudie par l'assistance. L'enlèvement des barrages installés partout dans la capitale par des habitants soutenant le mouvement de contestation dirigé par l'ancien maire Andry Rajoelina, figure parmi les premières actions à entreprendre.

L'ancien meneur de grève de l'université a demandé aux partisans venus en masse devant le stade de Mahamasina pour répondre à l'appel diffusé dans la matinée sur les ondes de Radio Mada, à respecter la



Les partisans du régime réunis devant le stade à Mahamasina.

coordination établie. Le président de l'association des 192 fokontany d'Antananarivo, Bernard Joseph, et des représentants des

arrondissements étaient présents pour mettre en œuvre la consigne. Mais une partie des manifestants se sont montrés impatients

en exigeant l'assaut dans l'immédiat.

Rina Andriamandavy, coordonnateur national des Jeunes lim, a soulevé dans

son discours que l'opération s'effectuera avec les forces de l'ordre et le pouvoir dirigé par le président de la République Mar Ravalomanana. " Nous agirons dès demain (c'est aujourd'hui)", a-t-il promis. Mais une telle organisation n'a pas empêché certains manifestants à accomplir leur démarche.

Pour la première journée d'hier, le pire a été évité même si les partisans du mouvement de contestation et les pro-régime se sont déjà affrontés à Tsimbazaza. Et plein enlèvement du troisième barrage avant le grand rond-point de Tsarafaritra, ces derniers ont essuyé des jets de pierres de l'autre camp à 11 heures 30. Quelques secondes après, une quarantaine de militaires descendus du CAPSAT tous armés, sont intervenus. L'un d'entre eux a tiré en l'air pour repousser les manifestants.

Fan Rakotondrazak